

Le spectre politique de gauche : du centre aux extrêmes

La gauche européenne et française représente aujourd'hui un univers politique fragmenté s'étendant du social-libéralisme au communisme insurrectionnel, où la ligne de démarcation fondamentale oppose ceux qui veulent réformer le capitalisme et ceux qui veulent l'abolir. Cette distinction — réformisme versus révolutionnarisme — constitue la clé pour comprendre l'organisation du spectre de gauche et la frontière entre « gauche » et « extrême gauche ». La période 2020-2025 révèle une gauche en tension permanente entre tentatives d'unification face à la montée de l'extrême droite (NUPES, Nouveau Front Populaire) et divisions profondes sur l'Europe, la stratégie, et les moyens d'action. (Statista) (JDD)

Les fondements historiques qui structurent la gauche contemporaine

L'architecture actuelle de la gauche s'explique par une série de scissions historiques majeures. (Wikipedia) **La rupture originelle de 1872 oppose Marx et Bakounine,** (Wikipedia) créant deux traditions irréconciliables : les marxistes privilégient la conquête du pouvoir d'État via un parti ouvrier organisé, tandis que les anarchistes rejettent toute forme d'autorité étatique. Cette division structure encore aujourd'hui l'opposition entre partis révolutionnaires léninistes et organisations anarchistes.

Le Congrès de Tours en 1920 marque la grande fracture du XXe siècle. Suite à la Révolution d'Octobre 1917, les partis socialistes européens se scindent entre une majorité rejoignant la IIIe Internationale communiste (acceptant les « 21 conditions » de Moscou) et une minorité social-démocrate refusant le modèle bolchevique. En France, 75% des militants de la SFIO créent le Parti communiste français, tandis que les 25% restants maintiennent le Parti socialiste. (Wikipedia) (Wikipedia) Cette division communistes/socialistes domine la gauche européenne jusqu'en 1989.

La période d'après-guerre (1945-1975) voit l'apogée de la social-démocratie avec le « compromis fordiste » : État-providence généreux, plein emploi, négociations tripartites (État-patronat-syndicats), et croissance économique forte. Les partis communistes d'Europe de l'Ouest, tout en maintenant une rhétorique révolutionnaire, s'intègrent progressivement au jeu électoral. (Wikipedia) Mai 1968 et ses équivalents européens font émerger une « nouvelle gauche » critique à la fois du capitalisme et du soviétisme, incluant gauchisme, féminisme, écologie, et mouvements autonomes. (Encyclopedia Britannica)

L'effondrement du bloc soviétique en 1989-1991 provoque un séisme idéologique. Les partis communistes européens connaissent une crise existentielle : certains se dissolvent, d'autres se transforment en partis de gauche radicale non-soviétiques (Die Linke en Allemagne, Rifondazione Comunista en Italie). Simultanément, la social-démocratie abandonne l'objectif de transcender le capitalisme avec le « Troisième Voie » (Blair, Schröder) qui accepte la mondialisation néolibérale et réduit le rôle de l'État. (Wikipedia)

Les années 2010 voient l'émergence d'un « nouveau populisme de gauche » post-crise financière : Podemos en Espagne (2014), Syriza en Grèce (2012), France Insoumise (2016), le mouvement Corbyn au Labour britannique. Ces formations combinent critique de l'austérité, souveraineté populaire, et écologie, tout en restant dans le cadre parlementaire. Leur ambiguïté — entre réforme radicale du capitalisme et transformation

socialiste — les place à la frontière entre gauche et extrême gauche, suscitant des débats intenses sur leur classification.

Centre-gauche et social-démocratie : réguler le capitalisme

Le **centre-gauche accepte le capitalisme comme système économique** tout en cherchant à le rendre plus juste par la régulation, la redistribution, et l'État-providence. (Wikipedia) Cette famille politique considère que le marché, correctement encadré, peut produire prospérité et justice sociale.

La **social-démocratie classique**, représentée en France par le Parti socialiste, en Allemagne par le SPD, et dans les pays nordiques par leurs partis sociaux-démocrates, défend un modèle d'économie mixte où prédomine la propriété privée (80-85% de l'économie) mais avec un État-providence robuste. (Encyclopedia Britannica +2) Ses politiques économiques comprennent : fiscalité progressive avec taux marginaux d'imposition entre 40 et 60%, services publics universels (santé, éducation, garde d'enfants), protection sociale généreuse avec remplacement de 60-80% du salaire en cas de chômage, droits du travail forts avec négociations collectives sectorielles, et co-détermination permettant aux représentants des travailleurs de siéger dans les conseils d'administration des entreprises.

Le **modèle nordique** incarne la forme la plus aboutie de social-démocratie : impôts élevés (40-60% du PIB), services universels gratuits, égalité remarquable (coefficients de Gini parmi les plus bas au monde), et flexicurité combinant flexibilité du marché du travail et sécurité sociale forte. (Wikipedia) Ces pays démontrent qu'un capitalisme fortement régulé peut produire prospérité, égalité, et bien-être.

En France, le Parti socialiste traverse depuis 2017 une crise existentielle après la débâcle de Benoît Hamon (6,4% à la présidentielle). (Wikipedia) Sous la direction d'Olivier Faure, le PS se reconstruit lentement en s'appuyant sur les alliances : après avoir participé à la NUPES en 2022, il joue un rôle clé dans le Nouveau Front Populaire en 2024 où il obtient 66 députés. (Wikipedia +2) **La performance de Raphaël Glucksmann aux européennes 2024 (13,83% avec Place Publique), devançant LFI, signale une possible résurgence social-démocrate** (Wikipedia) fondée sur un discours pro-européen, de « responsabilité », et de « crédibilité gouvernementale ».

Le **social-libéralisme**, représenté par Glucksmann ou le blairisme, pousse encore plus loin l'acceptation du marché : il privilégie les incitations économiques aux régulations contraignantes, valorise l'entrepreneuriat et l'innovation, et défend une construction européenne comme cadre d'action. Cette tendance est critiquée par la gauche plus radicale comme ayant capitulé face au néolibéralisme.

La limite fondamentale de la social-démocratie, selon ses critiques socialistes, est qu'elle ne remet pas en cause les rapports de propriété : les capitalistes conservent le contrôle des moyens de production, donc le pouvoir économique fondamental. Les conquits sociaux restent réversibles — comme l'a démontré le tournant néolibéral des années 1980-2000 qui a démantelé une partie des acquis de l'après-guerre. (Wikipedia)

Gauche radicale et socialisme démocratique : transformer le système

Le **socialisme démocratique se distingue fondamentalement de la social-démocratie par son objectif : non**

pas aménager le capitalisme mais le remplacer par un système où les moyens de production seraient socialisés. (Wikipedia) (Internet Encyclopedia of Philos...) Cette transformation se ferait par des moyens démocratiques — élections, mobilisations populaires — sur une période longue, mais avec la ferme intention d'instaurer un système socialiste où les travailleurs contrôleraient démocratiquement l'économie.

Cette famille politique, représentée en France par La France Insoumise, en Espagne par Podemos (historiquement), au Royaume-Uni par l'ère Corbyn, et en Allemagne par Die Linke, propose un programme de transition : expansion progressive de la propriété publique et coopérative (visant 40-60% de l'économie), démocratie économique avec autogestion ouvrière et coopératives, planification écologique démocratique pour la transition énergétique, fiscalité très progressive (taux supérieurs pouvant atteindre 70-90%), garantie d'emploi à salaire décent, et réduction du temps de travail (30-35h).

La France Insoumise (LFI) occupe une position ambiguë au sein du spectre, située exactement à la frontière entre gauche et extrême gauche. Officiellement classée « gauche » par le ministère de l'Intérieur et le Conseil d'État (décision 2024), LFI est néanmoins qualifiée d'« extrême gauche » par ses adversaires politiques (Macron, Attal, droite). (Français du Monde) Cette polémique révèle un enjeu de délégitimation : le terme « extrême gauche » vise à marginaliser LFI en l'associant aux organisations révolutionnaires.

Politologiquement, LFI relève de la gauche radicale, non de l'extrême gauche, car elle reste réformiste : son programme « L'Avenir en commun » propose une VI^e République avec renforcement de la démocratie directe, planification écologique avec investissements publics massifs, retraite à 60 ans et SMIC à 1600€, sortie des traités européens si renégociation échoue, mais pas abolition du capitalisme ni révolution. (cfdt) (Bilto) LFI cherche le pouvoir par les urnes et, malgré une rhétorique radicale, accepte l'économie mixte avec propriété privée majoritaire encadrée par un État fort.

Avec 72 députés après les législatives 2024, LFI constitue la force la plus dynamique de la gauche française mais génère aussi les tensions les plus fortes. (Wikipedia +2) **La question de l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon divise profondément** : personnalité polarisante, il est à la fois un atout électoral (22% à la présidentielle 2022, à 1,2 point du second tour) et un handicap pour l'unité de la gauche. Les crises internes se multiplient : exclusion de « frondeurs » comme Alexis Corbière et Raquel Garrido, polémiques sur les investitures controversées (Raphaël Arnault de la Jeune Garde), et positions internationales qui provoquent des ruptures (refus initial de qualifier le Hamas de « terroriste » après le 7 octobre 2023). (Wikipedia)

Le Parti communiste français (PCF), dirigé par Fabien Roussel, incarne une tradition historique en déclin mais persistante. Fort de 17 députés, le PCF défend un communisme républicain à la française : services publics, réindustrialisation, souveraineté nationale, culture populaire (Wikipedia) (la fameuse polémique du « barbecue et vin rouge »). (Wikipedia) **En novembre 2023, Roussel déclare que « le PCF a définitivement rompu avec LFI »**, (Wikipedia) dénonçant l'hégémonisme de Mélenchon et qualifiant la NUPES d'« impasse ». (Wikipedia) (JDD) Malgré ces tensions, le PCF a rejoint le Nouveau Front Populaire en 2024 face à la menace RN, (Wikipedia) illustrant la contradiction permanente entre volonté d'autonomie et nécessité d'union.

Les Écologistes (ex-EELV), avec 38 députés regroupés dans le groupe « Écologiste et Social », représentent un écosocialisme qui croise préoccupations environnementales et justice sociale. Sous la direction de Marine

Tondelier depuis 2022, le parti traverse des difficultés électorales (seulement 5,5% aux européennes 2024, à peine au-dessus du seuil) ([Wikipedia](#)) mais la performance médiatique de Tondelier durant la campagne du NFP la révèle comme figure montante. Les Verts naviguent entre réformisme assumé (gestion de grandes villes comme Lyon, Strasbourg, Bordeaux) et radicalité écologique (sortie du nucléaire, planification écologique).

Le positionnement économique de cette famille se caractérise par un rejet du « capitalisme néolibéral » tout en restant dans le cadre d'une économie de marché régulée, bien que certains courants évoquent l'objectif socialiste à long terme. La distinction clé avec la social-démocratie tient à l'intention transformatrice : là où le social-démocrate voit le capitalisme régulé comme horizon permanent, le socialiste démocratique le conçoit comme étape vers un système post-capitaliste.

L'extrême gauche révolutionnaire : abolir le capitalisme

La frontière entre gauche et extrême gauche se situe dans le rapport au capitalisme et aux moyens d'action. Selon le politologue Rémi Lefebvre, l'extrême gauche représente historiquement « ce qui se situait à gauche du Parti communiste ». ([Public Sénat](#)) L'historien Aurélien Dubuisson identifie quatre caractéristiques : anticapitalisme radical visant la rupture complète avec le système marchand, critique de la gauche institutionnelle jugée trop modérée, acceptation que le processus révolutionnaire requiert certaines formes de violence, et rejet de la démocratie bourgeoise considérée comme inadéquate ou illusoire. ([publicsenat +2](#))

Les organisations d'extrême gauche en France — Lutte Ouvrière, NPA, POI, organisations anarchistes — totalisent quelques milliers de militants et obtiennent des scores électoraux marginaux (généralement moins de 1% chacune). ([Wikipedia](#)) Leur influence dépasse néanmoins leur poids électoral par leur présence dans les luttes sociales, syndicats radicaux, et mouvements de contestation.

Le trotskisme : révolution permanente et démocratie ouvrière

Le trotskisme constitue le principal courant d'extrême gauche organisé en France. ([Wikipedia](#)) **Lutte Ouvrière (LO)**, avec environ 9000 membres, incarne le trotskisme orthodoxe : implantation dans les usines via des « bulletins d'entreprise », organisation semi-clandestine héritée des années de répression, et refus systématique des alliances avec la gauche réformiste. Leur porte-parole Nathalie Arthaud (qui a succédé à Arlette Laguiller) obtient régulièrement autour de 0,6% à la présidentielle, utilisant les élections exclusivement comme tribune de propagande. ([Wikipedia](#))

Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) traverse depuis 2020 une crise terminale. Fondé en 2009 par la dissolution de la Ligue communiste révolutionnaire (issue de Mai 68), le NPA visait à créer un large parti anticapitaliste dépassant le trotskisme orthodoxe. Après avoir culminé à 9000 membres, l'organisation s'est effondrée à environ 1000 militants suite à des débats sur la stratégie, l'identité politique, et les alliances possibles. ([Left Voice](#)) ([Left Voice](#)) **La scission de décembre 2022 divise le NPA en deux branches** : NPA-L'Anticapitaliste (avec Olivier Besancenot et Philippe Poutou) qui rejoint le Nouveau Front Populaire et accepte des compromis tactiques, et NPA-Révolutionnaires qui maintient l'intransigeance révolutionnaire et refuse les alliances avec la gauche réformiste. ([Lutte Ouvrière](#)) ([Wikipedia](#))

Le trotskisme français s'organise aussi autour de la tradition lambertiste (Parti Ouvrier Indépendant, Parti des Travailleurs), héritière de Pierre Lambert et de l'ancienne OCI, caractérisée par l'entrisme syndical (contrôle historique de l'UNEF-ID) et un discours souverainiste sur la nation et la laïcité. [Wikipedia](#) [Wikipedia](#)

Les principes trotskistes fondamentaux opposent ce courant au stalinisme : la révolution permanente (le socialisme ne peut s'établir dans un seul pays isolé, il requiert l'extension internationale), la démocratie ouvrière contre la bureaucratie (l'URSS était un « État ouvrier dégénéré » où une bureaucratie avait confisqué le pouvoir), l'internationalisme prolétarien, et la construction de partis révolutionnaires d'avant-garde. [Wikipedia](#) [Wikipedia](#) Le trotskisme se distingue de la social-démocratie par son refus de la stratégie réformiste, mais aussi du stalinisme par son refus du « socialisme dans un seul pays » et de la dictature du parti unique.

L'anarchisme : abolir l'État et toute hiérarchie

L'anarchisme représente la plus ancienne tradition révolutionnaire, remontant à la scission Marx-Bakounine de 1872. [Wikipedia](#) Son principe fondateur est le rejet de toute forme d'autorité coercitive — État, capitalisme, patriarcat, hiérarchies sociales — et la construction d'une société basée sur l'association libre, l'entraide mutuelle, et l'autogestion. [Wikipedia +2](#)

L'anarcho-communisme, théorisé par Kropotkine, Cafiero et Malatesta, propose l'abolition de la propriété privée et la distribution selon le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

[Wikipedia +2](#) En France, la Fédération Anarchiste (fondée en 1945) [Wikipedia](#) et l'Union Communiste Libertaire (créée en 2019 de la fusion d'Alternative Libertaire et de la CGA) [Wikipedia](#) incarnent cette tradition, participant aux luttes féministes, antiracistes, écologistes, et de classe.

L'anarcho-syndicalisme considère les syndicats révolutionnaires comme organes de lutte contre le capitalisme et comme structure de la société future. [Wikipedia](#) La CNT (Confédération Nationale du Travail), héritière de la puissante CNT espagnole qui dirigea la révolution de 1936-1939, [Spartacus Educational](#) pratique l'action directe (grèves, sabotage, boycotts) en refusant la médiation parlementaire. [Wikipedia](#) Le syndicalisme révolutionnaire vise la grève générale comme moyen de renverser le capitalisme et d'instaurer l'autogestion généralisée.

[Wikipedia +2](#)

Le platformisme, développé par Makhno et Archinov en 1926, propose une organisation anarchiste coordonnée avec ligne tactique commune, politique unifiée, responsabilité collective et fédéralisme [Wikipedia](#) — s'opposant ainsi au synthésisme qui tolère la coexistence de multiples tendances dans une fédération lâche. L'UCL en France adopte le modèle platformiste. [Wikipedia](#)

L'insurrectionnalisme rejette toute organisation formelle au profit de groupes affinitaires informels pratiquant l'action directe et la « propagande par le fait ». [Wikipedia](#) Influencé par Stirner, Galleani, et Bonanno, [Wikipedia](#) ce courant valorise l'attaque permanente contre les structures de domination, le refus de négocier, et l'insurrection comme pratique révolutionnaire. [Wikipedia](#) Bien que marginal numériquement, l'insurrectionnalisme influence les tactiques Black Bloc et les milieux autonomes.

La distinction fondamentale des anarchistes avec tous les marxistes — y compris les trotskistes — porte sur l'État : là où les léninistes veulent conquérir l'État pour établir une « dictature du prolétariat » transitoire avant

son dépérissement, les anarchistes veulent l'abolir immédiatement, [Wikipedia](#) considérant que tout État, même « ouvrier », reconstitue inévitablement une classe dirigeante bureaucratique. [Marxists.org](#) L'expérience de l'URSS, qui n'a jamais « dé péri » mais s'est au contraire renforcée en dictature totalitaire, valide selon eux leur critique.

Maoïsme et marxisme-léninisme : la guerre populaire

Le maoïsme adapte le marxisme-léninisme aux sociétés agraires en plaçant la paysannerie au centre de la révolution et en développant la stratégie de « guerre populaire prolongée » : guérilla partant des campagnes pour encercler les villes. Le Marxisme-Léninisme-Maoïsme (MLM), synthétisé par le Sentier Lumineux péruvien dans les années 1980, prétend constituer un « troisième stade » du marxisme. [Wikipedia +2](#)

En France, le Parti Communiste maoïste (PCm), la plus visible organisation MLM, publie le journal « La Cause du Peuple » et structure sa jeunesse autour des Jeunes Révolutionnaires. [Wikipedia](#) D'autres groupes comme le PCOF (pro-albanais, hoxhaïste) ou le PRCF (scission du PCF en 2004 refusant la « collaboration de classe ») perpétuent diverses traditions ML. Ces organisations restent très marginales en France, totalisant quelques centaines de militants, contrairement à l'Inde où le Parti communiste indien (maoïste) mène toujours une insurrection armée dans le « Corridor rouge », ou aux Philippines où la Nouvelle Armée Populaire combat depuis 1969. [Wikipedia +2](#)

Les débats internes au maoïsme concernent l'applicabilité universelle de la guerre populaire (certains la limitent aux sociétés semi-féodales, d'autres comme Tjen Folket en Norvège la défendent pour tous contextes) et le rôle respectif de la classe ouvrière et de la paysannerie (Gonzalo au Pérou considérait le prolétariat « insuffisant », ce qui questionne le caractère prolétarien de la révolution maoïste). [Wikipedia](#)

Autonomisme et ultra-gauche : au-delà du léninisme

L'autonomisme émerge de l'opéraïsme italien des années 1960, mouvement qui théorise l'autonomie ouvrière vis-à-vis des partis et syndicats traditionnels. Ses principaux théoriciens — Tronti, Negri, Virno — développent une analyse où les luttes ouvrières précèdent et causent les transformations capitalistes (et non l'inverse). L'autonomisme prône l'auto-organisation horizontale, le refus du travail comme pratique révolutionnaire, l'autovalorisation contre la valorisation capitaliste, et la création d'espaces autonomes hors du contrôle étatique. [Wikipedia +5](#)

Les manifestations contemporaines incluent les centres sociaux occupés (nombreux en Italie et Allemagne), les ZAD (Zones À Défendre) comme celle de Notre-Dame-des-Landes, les collectifs autonomes pratiquant le Black Bloc dans les manifestations, et les mouvements des places (Occupy, Indignés, Gezi, Tahrir) qui adoptent structures horizontales, démocratie directe, et préfiguration. L'autonomisme influence profondément les nouvelles générations militantes par son rejet du vanguardisme et son insistance sur la cohérence entre moyens et fins.

L'ultra-gauche (ou communisme de gauche) désigne les courants marxistes anti-léninistes : le communisme de conseils (Pannekoek, Gorter, Rühle) et le bordiguisme italien. Ces tendances rejettent le parlementarisme, les syndicats, les partis d'avant-garde léninistes, et parfois même toute organisation formelle. [Wikipedia](#) Leur

critique porte sur la révolution russe elle-même : le bolchevisme aurait instauré un « capitalisme d'État » où la bureaucratie de parti remplaça la bourgeoisie comme classe exploiteuse. [Wikipedia](#) [Wikipedia](#)

La théorie de la communisation, développée en France (Gilles Dauvé, Théorie Communiste), propose l'abolition immédiate des rapports capitalistes durant le processus révolutionnaire sans phase de transition — ni État ouvrier, ni socialisme, mais communisme direct. Ces courants restent marginaux organisationnellement mais exercent une influence théorique importante.

Les lignes de fracture au sein de la gauche

Europe : unir ou sortir ?

La question européenne constitue le clivage le plus structurant de la gauche contemporaine. Le PS et Glucksmann défendent une Europe sociale à construire de l'intérieur, la réforme des traités dans un sens progressiste, et considèrent l'UE comme cadre indépassable de l'action politique. Les Écologistes soutiennent un Green New Deal européen tout en critiquant le productivisme.

À l'opposé, LFI propose la stratégie « Plan A / Plan B » : renégocier les traités européens (Plan A) et, en cas d'échec, désobéir ou sortir (Plan B). Le PCF défend une ligne souverainiste, critique des abandons de souveraineté nationale. L'extrême gauche considère généralement l'UE comme projet intrinsèquement néolibéral et capitaliste, irréformable.

Cette fracture explique l'échec de la NUPES à présenter une liste commune aux européennes 2024 et crée des tensions permanentes dans toute tentative d'union. La guerre en Ukraine aggrave ce clivage : la gauche européenne soutient fermement l'Ukraine avec livraisons d'armes (position Glucksmann), tandis que des secteurs de LFI et du PCF, marqués par l'anti-impérialisme et l'anti-atlantisme historiques, adoptent des positions plus ambiguës bien que le programme du NFP prévoit le soutien à l'Ukraine.

Réforme ou révolution : la question stratégique fondamentale

Cette opposition structurante remonte au débat Bernstein-Luxemburg de 1899 mais reste d'une actualité brûlante. Les réformistes (social-démocrates, gauche radicale modérée) considèrent que la démocratie parlementaire permet une transformation graduelle de la société : conquête du suffrage universel, lois sociales, État-providence, et possiblement transition vers une économie plus démocratique. Les victoires historiques de la gauche — congés payés, Sécurité sociale, retraites — valident cette approche. [Wikipedia](#)

Les révolutionnaires objectent que le capitalisme structurellement requiert l'exploitation, que les conquises sociales restent réversibles (le tournant néolibéral des années 1980-2020 l'a démontré), que la mobilité du capital permet le chantage à la délocalisation, et que l'État capitaliste est structurellement biaisé en faveur du capital. Seule une rupture révolutionnaire permettrait d'instaurer des rapports de production non-capitalistes.

Ce débat recoupe celui sur la violence politique : la gauche réformiste la rejette absolument, l'extrême gauche considère que la bourgeoisie résistera violemment à l'expropriation et que la violence défensive sera nécessaire (position marxiste-léniniste), ou qu'il faut distinguer violence contre les personnes (rejetée) et contre la propriété (légitime, position anarchiste courante). [publicsenat](#)

Économie : régulation, socialisation, ou abolition du marché ?

Les positions économiques distinguent nettement les courants de gauche. La social-démocratie accepte une économie de marché à 80-85% privée avec régulation forte, fiscalité progressive (40-60%), et État-providence universel. Son modèle reste l'économie mixte keynésienne.

Le socialisme démocratique vise une majorité de propriété sociale (50-80%) via nationalisations élargies, coopératives ouvrières généralisées, banques publiques contrôlant l'investissement, et planification écologique démocratique. L'objectif est la démocratie économique : les travailleurs doivent contrôler leur travail et les grandes orientations productives.

Le socialisme de marché propose une synthèse : coopératives ouvrières universelles concurrençant sur des marchés, éliminant la propriété capitaliste tout en conservant les mécanismes de prix et de concurrence pour l'allocation efficace des ressources.

L'extrême gauche marxiste-léniniste et maoïste prône l'économie planifiée centralement : propriété d'État des moyens de production, plans quinquennaux déterminant production et distribution, production pour l'usage et non le profit. La critique de gauche de ce modèle souligne que l'URSS n'a jamais instauré le contrôle démocratique des travailleurs mais une dictature bureaucratique — le « capitalisme d'État ».

Les anarcho-communistes imaginent une économie fédéraliste autogérée : fédération libre de communes et d'unités productives coordonnant leur activité sans État ni marché, via des assemblées de producteurs et consommateurs, avec distribution selon les besoins. [Wikipedia](#)

Les débats contemporains renouvellent ces questions classiques : la **décroissance**, portée par l'écosocialisme, propose la réduction délibérée de la production matérielle dans les pays riches pour respecter les limites planétaires. Le **revenu de base universel** divise la gauche entre ceux qui y voient un outil d'émancipation décommodifiant le travail et ceux qui y voient un cheval de Troie néolibéral pour démanteler l'État social.

[Wikipedia +3](#) La **Théorie Monétaire Moderne** (MMT) inspire certains programmes de gauche (Green New Deal) en affirmant que les États souverains monétairement ne peuvent « manquer d'argent » — seules les ressources réelles limitent les politiques publiques. [Typepad](#) [Wikipedia](#)

Démocratie représentative ou démocratie directe ?

La gauche réformiste défend la démocratie parlementaire libérale comme acquis historique des luttes populaires, à améliorer par plus de proportionnelle, de référendums d'initiative populaire, de décentralisation, mais sans remise en cause fondamentale.

La gauche radicale (LFI) propose l'approfondissement démocratique : VIe République avec Assemblée constituante, parlementarisme rationalisé, référendums d'initiative citoyenne, révocabilité des élus, démocratie participative à tous niveaux. Mais la structure reste représentative.

L'extrême gauche conteste la démocratie bourgeoise comme façade masquant la dictature du capital : les élections ne permettent pas de choisir le système économique, les médias sont contrôlés par les oligarques, le financement politique favorise les riches, la séparation gouvernants/gouvernés [Wikipedia](#) [Wikipedia](#)és reconstruite

une élite. Les marxistes-léninistes proposent les soviets (conseils) : organes où des délégués révocables à tout moment par leurs mandants coordonnent l'activité économique et politique. Les anarchistes prônent la démocratie directe absolue : assemblées locales souveraines fédérées horizontalement, mandats impératifs, consensus ou majorité qualifiée, rotation des tâches.

L'objection classique aux conseils et à la démocratie directe porte sur l'échelle : comment coordonner des millions de personnes sans représentation ? Les conseillistes répondent par la fédération pyramidale de délégués révocables. Les anarchistes par le fédéralisme et l'autonomie locale maximale. Le débat reste ouvert.

Laïcité, identité, et intersectionnalité

La gauche française se divise sur la laïcité et les questions identitaires. Le PS et le PCF défendent une laïcité stricte, ont soutenu l'interdiction de l'abaya à l'école, et privilégient l'universalisme républicain sur la reconnaissance des minorités. Ils craignent la « fragmentation » de la classe ouvrière par les politiques identitaires.

LFI adopte une position plus flexible, critique l'« islamophobie », soutient les revendications antiracistes, féministes et LGBTQ+, et cherche une synthèse entre lutte des classes et luttes contre les discriminations — position qualifiée d'« intersectionnelle » par ses partisans et de « néo-féminisme diviseur » par ses détracteurs.

Les Écologistes intègrent fortement les thématiques féministes, antiracistes et LGBTQ+ dans une perspective écosocialiste, mais connaissent des divisions internes entre courants universalistes et décoloniaux.

L'extrême gauche se divise : certains courants (héritage du PCF orthodoxe) privilégient la classe sur toute autre question, d'autres (autonomes, anarchistes, NPA) adoptent pleinement l'intersectionnalité considérant que patriarcat, racisme et capitalisme constituent un système d'oppressions imbriquées indissociables.

Le débat reflète une tension profonde : la gauche doit-elle prioriser l'unité de classe au risque d'invisibiliser les oppressions spécifiques, ou reconnaître les identités multiples au risque de fragmenter la solidarité de classe ? Les tentatives de synthèse (« intersectionnalité de classe ») cherchent à dépasser cette alternative mais les tensions pratiques persistent.

Conflits internationaux : tiers-mondisme et anti-impérialisme

La question palestinienne provoque les crises les plus aiguës. Toute la gauche condamne rhétoriquement la politique israélienne à Gaza, mais des divergences majeures apparaissent : la gauche gouvernante (PSOE en Espagne avec Sumar) continue de vendre des armes à Israël malgré ses déclarations, créant l'accusation de complicité dans le génocide. LFI et l'extrême gauche appellent à embargo complet et sanctions. **Le refus initial de LFI de qualifier le Hamas de « terroriste » après les attaques du 7 octobre 2023 provoque l'effondrement de la NUPES :** le PS vote un « moratoire » (54%) et le PCF déclare NUPES « une impasse ».

Sur l'Ukraine, la gauche pro-européenne (Glucksmann, PS) soutient résolument les livraisons d'armes et l'intégration euro-atlantique, considérant Poutine comme agresseur impérialiste. Des segments de LFI et le PCF, héritiers de l'anti-atlantisme et de l'anti-impérialisme, adoptent d'abord des positions hésitantes avant de rallier le soutien à l'Ukraine dans le programme NFP. L'extrême gauche se divise entre ceux qui appliquent l'anti-

impérialisme aussi contre la Russie et ceux qui, par réflexe anti-OTAN, minimisent l'agression russe — position incarnée par le BSW en Allemagne (scission de Die Linke) qui refuse toute livraison d'armes à l'Ukraine.

Ces divisions révèlent la difficulté d'appliquer des grilles anti-impérialistes forgées durant la Guerre froide à un monde multipolaire où plusieurs puissances (États-Unis, Chine, Russie) poursuivent des projets impériaux. L'ancien tiers-mondisme qui soutenait automatiquement tout mouvement « anti-occidental » est remis en cause par les caractères autoritaires ou théocratiques de certains régimes (Venezuela, Iran, Syrie) que des secteurs de la gauche avaient soutenus.

Le paysage français contemporain : alliances impossibles ?

Les législatives de 2024 illustrent simultanément la force et la fragilité de l'union de la gauche. Face à la dissolution surprise de Macron après la victoire du RN aux européennes (31,37%), la gauche conclut en 48 heures l'accord du Nouveau Front Populaire regroupant LFI, PS, Écologistes, PCF et plusieurs petites formations (Place Publique, Génération.s, NPA-L'Anticapitaliste, etc.). Avec une répartition des circonscriptions (LFI 229, PS 175, Écologistes 92, PCF 50), le NFP termine premier avec 193 députés — insuffisant pour la majorité absolue mais empêchant le RN de l'obtenir grâce aux désistements républicains.

Pourtant, cette victoire électorale ne se traduit pas en victoire politique. Après plus de deux semaines, le NFP propose Lucie Castets comme Première ministre, fonctionnaire haute qualifiée mais inconnue, espérant sa neutralité politique faciliterait l'acceptation. Emmanuel Macron refuse et nomme Michel Barnier (Les Républicains), provoquant l'accusation de « déni de démocratie » et révélant les limites de la stratégie électorale dans les institutions de la Ve République.

Les tensions internes au NFP éclatent immédiatement sur les mêmes lignes que celles qui avaient détruit NUPES : stratégie vis-à-vis de Macron (négociation ou opposition frontale ?), politique internationale (Palestine, Ukraine), positionnement sur la laïcité et les questions sociétales, et surtout relation à LFI. Le PS renaissant, fort de ses 66 députés et du succès de Glucksmann, cherche à s'émanciper de l'hégémonie LFI. Les Écologistes, avec leur 38 députés et la popularité de Tondelier, développent une identité propre. Le PCF maintient sa critique de Mélenchon tout en restant dans l'alliance par nécessité tactique.

Cette fragmentation reflète des différences stratégiques irréconciliables : le PS et Glucksmann visent une alliance avec le centre macroniste pour gouverner, acceptant compromis et modération programmatique. LFI refuse toute « social-libéralisation » et demande l'application intégrale du programme NFP (abrogation de la réforme des retraites, SMIC à 1600€, blocage des prix, ISF climatique). Le PCF oscille entre critique de LFI et refus de s'aligner sur le PS. Les Écologistes cherchent une troisième voie entre radicalité programmatique et pragmatisme gouvernemental.

L'extrême gauche organisée reste très minoritaire : les trois candidats trotskistes totalisaient ~10% en 2002 (sommet historique avec Laguiller 5,72%, Besancenot 4,25%), mais en 2022 Arthaud (LO) obtient 0,56% et Poutou (NPA) 0,77%. Les organisations anarchistes, par principe anti-électorales, ne participent pas. Cette marginalité électorale contraste avec une présence significative dans les mouvements sociaux : Gilets Jaunes, mobilisations contre la réforme des retraites, luttes écologistes (ZADs), syndicats radicaux (Solidaires, CNT).

Le paysage français révèle ainsi une gauche **structurellement fragmentée mais tactiquement contrainte à l'union par la menace de l'extrême droite**. L'accord du NFP en 2024 démontre qu'un minimum d'unité reste possible face au danger, mais l'incapacité à gouverner ensemble après la victoire révèle les limites de cette stratégie purement défensive.

Perspectives européennes : fragmentation et adaptation

Au niveau européen, la gauche s'organise en trois structures distinctes reflétant ses divisions. Le Parti Socialiste Européen (PSE) regroupe 33 partis sociaux-démocrates et compte 136 députés européens (groupe S&D). Le Parti de la Gauche Européenne (PGE), fondé en 2004, fédère 24 partis de gauche radicale et communistes avec 39 députés (groupe GUE/NGL jusqu'en 2024, puis 47 après l'adhésion du M5S). **En 2024, une nouvelle scission crée l'Alliance Européenne de Gauche pour le Peuple et la Planète (ELA)**, regroupant des partis de gauche radicale pro-Ukraine qui quittent le PGE jugé trop ambigu sur la guerre : Enhedslisten danois, Bloco de Esquerda portugais, LFI, Parti de Gauche suédois, Alliance de Gauche finlandaise, Razem polonais, Podemos espagnol.

Cette triple division (social-démocrates / gauche radicale pro-PGE / gauche radicale pro-ELA) fragilise la coordination européenne mais reflète honnêtement les désaccords réels sur l'Europe, l'OTAN, et la géopolitique.

Les trajectoires nationales divergent dramatiquement. L'Allemagne connaît la fragmentation la plus spectaculaire : le SPD historiquement affaibli termine troisième en 2025 derrière l'AfD, Die Linke frôle l'extinction à 3-4% dans les sondages 2023-2024 avant une remontée surprise à 8,8% en 2025, et la scission de Sahra Wagenknecht crée le BSW combinant économie de gauche et positions sociales conservatrices (anti-immigration, anti-Ukraine, anti-trans) — une forme de « social-chauvinisme » troublante.

L'Espagne voit Podemos imploser et se scinder en Sumar (partenaire junior du PSOE au gouvernement) et un Podemos diminué (5 députés) retourné dans l'opposition. Le Royaume-Uni illustre l'oscillation d'un même parti (Labour) entre gauche radicale (Corbyn 2015-2020) et centre-gauche (Starmer 2020-présent, Premier ministre depuis juillet 2024 avec 411 sièges).

Les pays nordiques offrent le contre-exemple le plus frappant. Aux européennes 2024, alors que la droite et l'extrême droite progressent partout en Europe, la gauche nordique enregistre des résultats records : Parti de Gauche suédois +60% à 11,1%, Alliance de Gauche finlandaise 17,3% avec Li Andersson obtenant à elle seule 13% du vote national (record absolu pour un candidat finlandais aux européennes), Alliance Rouge-Verte danoise stable, Parti Socialiste Populaire danois 17%+. Ces partis, héritiers des traditions communistes et eurocommunistes des années 1960-1970, démontrent qu'une gauche radicale écosocialiste peut rester électoralement viable dans des démocraties avancées.

L'Italie présente le cas le plus singulier avec le **Mouvement 5 Étoiles (M5S)** qui accomplit entre 2009 et 2024 un parcours unique : créé par le comique Beppe Grillo comme mouvement anti-système ni gauche ni droite, obtenant 32,7% en 2018, gouvernant successivement avec la Ligue (extrême droite) puis avec le Parti Démocrate (centre-gauche), le M5S se transforme progressivement en parti de gauche progressiste sous

Giuseppe Conte. **En février 2025, il adhère pleinement au groupe de La Gauche au Parlement européen,** concrétisant une mutation idéologique de quinze ans du populisme syncrétique vers la gauche radicale.

Ce qui distingue vraiment gauche et extrême gauche

Au terme de cette exploration, **cinq critères permettent de tracer la frontière entre gauche et extrême gauche, entre réformisme et révolutionnarisme :**

Le rapport au capitalisme : la gauche cherche à réguler, encadrer, humaniser le capitalisme par la démocratie et l'État social. L'extrême gauche considère le capitalisme comme système intrinsèquement exploiteur devant être aboli et remplacé par la propriété sociale des moyens de production.

La théorie du changement : la gauche croit en la transformation graduelle par accumulation de réformes démocratiquement votées. L'extrême gauche considère qu'une rupture révolutionnaire — insurrection, grève générale, guerre populaire — est nécessaire car les classes dominantes résisteront violemment à l'expropriation.

L'attitude envers l'État : la gauche veut conquérir l'État par les élections pour l'utiliser au service du peuple. L'extrême gauche veut soit s'emparer de l'État pour établir une « dictature du prolétariat » transitoire (marxistes-léninistes), soit le détruire immédiatement (anarchistes), soit créer des espaces autonomes hors de son contrôle (autonomistes).

Les moyens d'action : la gauche privilégie exclusivement les moyens légaux — élections, manifestations déclarées, lobbying, recours juridiques. L'extrême gauche accepte et pratique l'action directe — grèves sauvages, occupations, sabotage, blocages, affrontements avec la police — et considère que certaines formes de violence politique (contre la propriété, défense face à la répression) sont légitimes.

La participation institutionnelle : la gauche cherche à gouverner, à participer aux institutions, à exercer le pouvoir d'État. L'extrême gauche soit refuse toute participation (anarchistes), soit y participe uniquement à des fins de propagande sans illusion sur la possibilité de transformer la société par ce biais (trotskistes), soit construit des contre-pouvoirs en dehors des institutions (autonomistes).

Ces critères se combinent différemment selon les courants : un trotskyiste peut participer aux élections tout en étant révolutionnaire, un autonomiste peut refuser toute organisation formelle, un anarcho-syndicaliste peut privilégier l'action syndicale, un maoïste la guerre populaire. Mais tous partagent le projet de rupture avec le capitalisme et le refus de croire en la possibilité d'une transformation radicale par les seuls moyens parlementaires.

Conclusion : un spectre qui reflète deux siècles de débats

Le spectre politique de gauche, du centre-gauche libéral aux anarchistes insurrectionnels, représente deux cents ans d'expérimentations théoriques et pratiques pour répondre à la question fondamentale posée par le capitalisme industriel : comment organiser la production, la distribution, et le pouvoir de manière juste et démocratique ?

Chaque courant incarne une réponse et tire les leçons d'expériences historiques : la social-démocratie des Trente Glorieuses et du modèle nordique, le socialisme réel soviétique et ses dévoiements totalitaires, la révolution libertaire espagnole de 1936-1939, les mouvements de libération nationale du Tiers-Monde, Mai 68 et les nouveaux mouvements sociaux, la chute du Mur en 1989, les forums sociaux altermondialistes des années 2000, les places occupées de 2011-2013, et les nouveaux populismes de gauche des années 2010.

La période contemporaine 2020-2025 révèle une gauche en tension permanente. D'un côté, la menace de l'extrême droite (RN en France, AfD en Allemagne, VOX en Espagne, Meloni en Italie) pousse à l'union tactique, produisant des alliances comme le NFP. De l'autre, les divergences stratégiques profondes — sur l'Europe, le capitalisme, les moyens d'action, les identités — rendent ces unions fragiles et souvent stériles, incapables de se traduire en gouvernements transformateurs.

Les défis actuels renouvellent et compliquent les débats classiques : la crise climatique rend urgente une planification écologique que seule la gauche propose sérieusement, mais divise sur décroissance versus croissance verte. L'automatisation et l'intelligence artificielle questionnent l'avenir du travail salarié, base traditionnelle de l'identité de classe. Les migrations provoquent des tensions entre internationalisme de principe et préoccupations matérielles des classes populaires. La montée des questions identitaires (race, genre, sexualité) traverse toutes les familles de gauche qui peinent à articuler reconnaissance des oppressions spécifiques et solidarité de classe universelle.

La gauche européenne reste néanmoins plus forte que ses équivalents anglo-saxons, avec une présence institutionnelle, parlementaire et gouvernementale réelle, des victoires comme le NFP français ou le Labour britannique en 2024, et une capacité de mobilisation sociale persistante. Le modèle nordique prouve qu'un capitalisme fortement régulé et redistributif peut produire des sociétés parmi les plus égalitaires et heureuses au monde — validant la social-démocratie. Mais les limites écologiques du modèle de croissance, l'incapacité à inverser la montée des inégalités depuis quarante ans, et la précarisation croissante du travail relancent la question socialiste : la régulation suffit-elle, ou une transformation plus profonde des rapports de propriété est-elle nécessaire ?

Entre ces deux positions — régulation et transformation — s'articule tout l'espace politique de la gauche, du social-libéralisme qui accepte la mondialisation néolibérale au communisme révolutionnaire qui vise son abolition complète, en passant par la social-démocratie, le socialisme démocratique, le populisme de gauche, et les multiples formes d'extrême gauche anarchiste, trotskyste, maoïste, autonomiste. Comprendre ces distinctions, leurs bases théoriques, leurs expériences historiques, et leurs manifestations contemporaines reste essentiel pour saisir les enjeux politiques du XXI^e siècle et les possibilités d'émancipation collective face aux crises économiques, écologiques et démocratiques qui s'accumulent.